



Les essentiels de la discipline

📖 LES COLLECTIONS D'ÉDITEURS JURIDIQUES

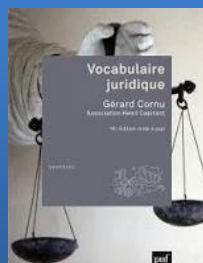
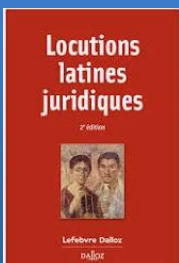
Retrouvez les ouvrages de ces collections à la BU

Titres des collections	Utilité
<ul style="list-style-type: none"> ○ Amphis LMD ○ Les Fondamentaux ○ Les Carrés ○ Mémentos Dalloz ○ Mémentos LMD 	Résumés structurés des cours
<ul style="list-style-type: none"> ○ Hypercours ○ Réussir ! ○ Les essentiels du Sup' 	Cours + exercices Pour s'entraîner
<ul style="list-style-type: none"> ○ Le droit en schémas ○ Le droit en cartes mentales ○ Juris'Coach 	Visualisation des concepts
<ul style="list-style-type: none"> ○ Les Grands Arrêts 	Analyse des décisions clés




📖 LES DICTIONNAIRES JURIDIQUES

Pour vérifier la signification des notions et termes juridiques.
A retrouver également à la BU



- Locutions latines juridiques, **Dalloz**
- Dictionnaire juridique, **LGDJ**
- Vocabulaire juridique, **PUF**
- Lexique des termes juridiques, **Dalloz**

 Ctrl + clic pour ouvrir une page dans un nouvel onglet

AIDES POUR LES ETUDES



Cass. soc., 26 octobre 2022
n° 20-17.501, FS-B

FAITS DE L'ESPÈCE
Un salarié, placé en arrêt maladie depuis plusieurs mois, est licencié pour motif économique en raison de la cessation d'activité de l'entreprise. Il conteste le bien-fondé de son licenciement, soutenant que le véritable motif de son licenciement était en lien avec son état de santé.


PROCÉDURE
Débouté en première instance, le salarié interjette appel. Pour prononcer la nullité du licenciement, la cour d'appel retient qu'au moment de sa notification, l'employeur était informé de la demande de reconnaissance de maladie professionnelle par le salarié et de la saisine du médecin du travail. Dès lors, l'employeur disposait d'éléments suffisants lui permettant de retenir que l'état de santé du salarié pourrait faire l'objet d'une inaptitude en lien avec l'activité professionnelle. Ainsi, selon la cour d'appel, le licenciement était lié à l'état de santé du salarié et non aux difficultés économiques de l'entreprise.

SOLUTION
La Haute juridiction censure l'arrêt d'appel. Elle rappelle qu'il appartient au juge d'apprécier le caractère réel et sérieux des motifs de licenciement invoqués par l'employeur et reproche à la cour d'appel de ne pas avoir recherché si la cessation d'activité de l'entreprise invoquée à l'appui du licenciement ne constituait pas la véritable cause du licenciement.

lexbase www.lexbase.fr

Exemple Infographie Lexbase

Aide sur les bases de données juridiques

Accessibles depuis votre *Intranet* ▶ 
▶ Toutes nos ressources en ligne





- Fiches d'orientation Dalloz
- Fiches méthodologie Lexis
- Fiches révision Lexis
- Infographies Lexbase

Cours en ligne

- UNJF 
Université Numérique Juridique Francophone




SITES INSTITUTIONNELS

Sources officielles

Site	Utilité
Conseil Constitutionnel 	Textes constitutionnels
Conseil d'État 	Jurisprudence administrative
Cour de cassation 	Jurisprudence judiciaire
Parlement européen 	Textes européens

SITES DE VEILLE JURIDIQUE

Pour suivre l'actualité du Droit des éditeurs juridiques, hors Intranet UT Capitoles

- Actu-Juridique.fr 
- Dalloz Étudiant 
- LexisVeille 



Page d'accueil Actu-juridique.fr

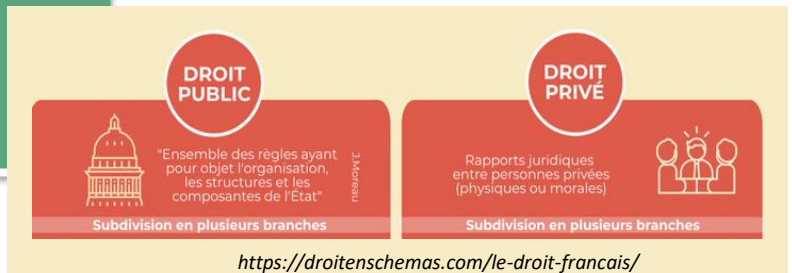
Ressources sélectionnées par les étudiants de Licence

⚠ À utiliser avec esprit critique (point de vue des auteurs)

🔗 Ctrl + clic pour ouvrir une page dans un nouvel onglet

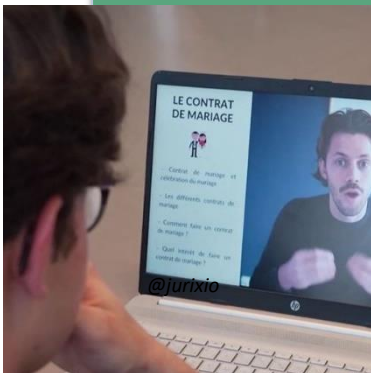
🌐 SITES PERSONNELS

- Le petit juriste 🔗
- Le club des Juristes 🔗
- Droit en schémas 🔗



📱 RÉSEAUX SOCIAUX

Actualité juridique vulgarisée



@pamplemousse_magazine
@maitredudroit
@jurixio
@camilledecode
@filezdroit
@jurismana
@hugodecrypte



🎧 PODCAST JURIDIQUES

Pour écouter le Droit autrement

- Legal club sandwich
- Lexradio
- Quid Juris
- Le droit en 3 minutes
- Culture juridique
- Esprit de justice
- Amicus radio
- Les podcasts de l'ISP